



<http://hdr.undp.org>

Contacts au PNUD:

New York
Mattias Johansson
Tél.: +1 212 906 5344/5382
Portable: +46 70 316 23 44
mattias.johansson@undp.org

Marisol Sanjines
Tél.: +1 212 906 6763
Portable: +1 646 201 8036
marisol.sanjines@undp.org

Paris et Genève
Jean Fabre
Tél.: +41 22 917 8542
Portable: +41 79 437 0776
jean.fabre@undp.org

Bruxelles
Diana Moli
Tél.: +32 2 505 46 22
diana.moli@undp.org
Copenhague
Ragnhild Imerslund
Tél.: +45 35 46 71 50
Portable: +45 51 23 28 25
ragnhild.imerslund@undp.org

Bratislava
Sandra Pralong
Tél.: +42 1 2 59 337 428
Portable: +42 1 908 729 846
sandra.pralong@undp.org

Londres
Chandrika Deshpande
Tél.: +44 (0) 20 7396 5338
Portable: +44 (0) 7957 460 246
chandrika.deshpande@undp.org

Washington
David Yang
Tél.: +1 202 331 9130
Portable: +1 301 466 0452
david.yang@undp.org

Tokyo
Chisa Mikami
Tél.: +81 3 5467 4751
Portable: +81 90 7200 3295
chisa.mikami@undp.org

Bangkok
Cherie Hart
Tél.: +66 2 288 2133
Portable: +66 1 918 1564
cherie.hart@undp.org



Programme des
Nations Unies pour
le développement

Strictelement sous embargo jusqu'à 10 heures New York (14 heures, heure GMT), 7 septembre 2005

Des politiques commerciales inéquitables compromettent les perspectives de croissance dans les pays en développement

Des tarifs douaniers et des subventions élevés empêchent des milliards de personnes d'atteindre les objectifs de développement humain

Nations Unies, 7 septembre 2005—Des politiques commerciales inéquitables continuent d'empêcher des millions d'habitants dans les pays les plus pauvres du monde de sortir de la pauvreté, maintenant des inégalités obscènes, déclare le *Rapport mondial sur le développement humain 2005*.

Le Rapport argumente que le commerce pourrait jouer un rôle de catalyseur du développement humain et accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Mais il déclare également que ce potentiel est miné par les politiques commerciales actuelles, l'incapacité à éliminer les inégalités nationales, et les forces structurelles qui privent les pauvres d'accès aux opportunités commerciales. Alors que le nouveau cycle de négociations commerciales baptisé « programme de Doha pour le développement » a été une occasion unique de faire du commerce un outil plus efficace pour réduire la pauvreté, le Rapport déclare que peu de résultats concrets ont été obtenus après quatre années de négociations.

« Le commerce pourrait être un moteur du développement humain plus puissant que l'aide à elle seule », a déclaré Kevin Watkins, auteur principal du Rapport et responsable du Bureau du PNUD pour le rapport sur le développement humain. « À moins de prendre au sérieux les négociations de Doha, des populations entières seront privées des fruits de la prospérité créée par la mondialisation. »

Le Rapport déclare que l'Afrique subsaharienne, malgré un léger accroissement des exportations, est de plus en plus marginalisée sur le marché mondial. À ce jour, avec une population de 689 millions d'habitants, la région représente une moindre part des exportations mondiales que la Belgique, qui ne compte que 10 millions d'habitants. Le Rapport indique que si l'Afrique avait conservé la part des exportations mondiales qu'elle détenait en 1980, ses exportations atteindraient aujourd'hui environ 119 milliards de dollars de plus. Les auteurs concluent qu'en termes de devises, cela représente cinq fois le montant de l'aide fournie par les pays riches depuis 2002.

Tout en soulignant les avantages du commerce en termes de développement humain et pour l'économie dans son ensemble, le *Rapport mondial sur le développement humain* défie l'affirmation selon laquelle le commerce offre des avantages automatiques. L'exemple du Vietnam, où la croissance des exportations s'est traduite par une réduction de la pauvreté, tranche avec celui du Mexique, où la libéralisation rapide des importations agricoles a marginalisé encore davantage les pauvres des campagnes, ce qui tient en partie à des niveaux d'inégalité élevés au départ. Le Guatemala est cité comme un exemple de pays où les inégalités extrêmes ont limité les possibilités d'utiliser le commerce pour promouvoir le développement humain.

Le Rapport met également en évidence le rôle crucial des politiques industrielles et technologiques pour permettre aux pays de pénétrer dans les secteurs du commerce international à plus forte valeur ajoutée—domaine dans lequel l'Asie de l'Est a réussi contrairement à l'Amérique latine. Bien que le *Rapport mondial sur le développement humain* reconnaisse les bienfaits de la libéralisation des importations dans le cadre d'une stratégie globale de réduction de la pauvreté et d'accélération de la croissance, il fournit de nouvelles preuves que l'ouverture n'est pas toujours en soi favorable à la croissance. La nature, le rythme et l'enchaînement des réformes sont déterminants pour l'efficacité des stratégies de libéralisation, indique le Rapport.

Nécessité de rationaliser les règles commerciales internationales

Le Sommet mondial des Nations Unies représente une occasion clé de relancer les négociations du programme de Doha, déclare le Rapport. Alors que tous les membres de l'OMC ont chacun un rôle, le Rapport affirme que les pays donateurs sont en premier lieu responsables. « Les pays riches sont le premier problème de Doha », a déclaré Watkins, ajoutant que « le Sommet des Nations Unies leur offre une chance de participer à la solution de ce problème ».

Bien que les pays riches aient promis à maintes reprises de réduire les tarifs douaniers sur les importations des pays en développement et de réduire considérablement leur subventions à travers des programmes tels que la loi américaine sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique, le Rapport signale qu'aucun des objectifs n'a été atteint.

« Les barrières commerciales les plus élevées du monde sont érigées contre les pays les plus pauvres », affirment les auteurs. « Les barrières commerciales auxquelles sont confrontés les pays en développement qui exportent vers les pays riches sont en moyenne trois fois plus élevées que celles qui frappent les échanges entre pays riches. » Le Rapport montre que les pays pauvres représentent moins d'un tiers des importations des pays riches mais les deux tiers de leurs recettes douanières, qu'il qualifie de « taxation perverse. »

Subventions agricoles dangereuses

Le Rapport prétend qu'au lieu de tenir une promesse faite lors du dernier cycle de négociations commerciales multilatérales, les pays développés ont en réalité augmenté les subventions agricoles. Ces « subventions à la surproduction dans les pays développés », affirme le Rapport, atteignent aujourd'hui un milliard de dollars par jour, contre 1 milliard de dollars *par an* pour l'aide agricole aux pays en développement

Bien que les modèles d'aide varient, les contribuables et les consommateurs des pays riches financent un système qui soutient essentiellement les agriculteurs riches (voir la figure sur le coefficient de GINI de la répartition des subventions) tout en portant préjudice aux agriculteurs les plus pauvres du monde. Alors que ces derniers sont confrontés aux tarifs douaniers les plus élevés du monde, ils doivent pouvoir rivaliser sur les marchés mondiaux et même locaux avec des concurrents subventionnés. De cette manière, dit le Rapport, les pays riches ont gardé un quasi-monopole sur le marché mondial des exportations agricoles (les deux tiers du total, taux inchangé depuis 1980).

Aujourd'hui, les pays en développement perdent environ 24 milliards de dollars par an en raison du protectionnisme agricole et des subventions. Pour chaque dollar perdu dans le commerce, il existe un effet multiplicateur qui cause une perte supplémentaire de trois dollars en investissements et emplois perdus. Cela pourrait porter les pertes totales à près de 72 millions de dollars, l'équivalent du montant total de l'aide publique en 2003.

Inversement, le Rapport indique qu'en Europe, les subventions agricoles atteignent 51 milliards de dollars, et bien que l'agriculture emploie moins de 2 % de la population active, ce secteur absorbe plus de 40 % du budget de l'Union européenne. Les producteurs de sucre européens, cite-t-il, sont payés quatre fois plus que le prix mondial sur le marché, ce qui, à son tour, crée un surplus de quatre millions de tonnes de sucre qui sont vendues à perte sur le marché mondial grâce à 1 milliard de dollars de subventions commerciales de l'UE, faisant de l'Europe le second exportateur mondial de sucre. Cet excédent, déclare le Rapport, a provoqué la chute des prix mondiaux du sucre de près d'un tiers, coûtant un manque à gagner de 494 millions de dollars au Brésil, 151 millions de dollars à l'Afrique du Sud et 60 millions de dollars à la Thaïlande.

Le coton, d'après le Rapport, demeure l'une des questions les plus litigieuses des négociations de Doha. À la lumière de données qui confirment les inquiétudes des gouvernements africains et d'ailleurs, le *Rapport mondial sur le développement humain* montre que les producteurs américains se sont approprié près d'un tiers des exportations mondiales. Au Bénin, constate le Rapport, la chute des prix de 2001 était liée à l'augmentation de l'incidence de la pauvreté, qui est passée de 37 % à 59 %.

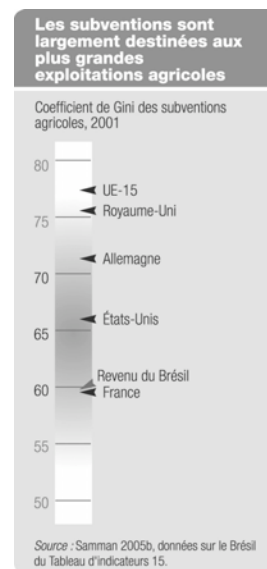
« Derrière la rhétorique du marché libre et les vertus d'uniformiser les règles du jeu, se cache la dure réalité que certains des agriculteurs les plus pauvres du monde sont obligés de rivaliser non pas avec les agriculteurs du Nord, mais avec les ministères des Finances des pays industrialisés. L'accès comparatif aux subventions, et non les avantages comparatifs, demeure la clé du commerce agricole », a déclaré Watkins.

Au-delà de l'accès aux marchés et de l'agriculture, le Rapport invite les pays riches à mettre davantage l'accent dans les négociations de Doha sur les domaines dans lesquels les pays en développement ont tout à gagner—comme la circulation des travailleurs—et moins sur la propriété intellectuelle, l'investissement et la libéralisation rapide des importations dans les pays pauvres.

Prix en baisse, échec du développement

La complexité du problème des réglementations commerciales inéquitables, déclare le Rapport, est que la valeur des produits de base—plus de 50 pays en développement tirent au moins un quart de leurs revenus d'exportation de l'agriculture—a baissé de 15 % à 10 % de la valeur des échanges mondiaux depuis 1980. La baisse régulière des prix mondiaux des produits de base, déclare le Rapport, représente désormais une crise bien établie qui menace de faire avorter les progrès vers la réalisation des OMD d'ici à 2015.

Le Rapport montre, par exemple, qu'à la fin des années 80, les exportateurs de café touchaient près de 12 milliards de dollars pour leurs exportations, mais qu'en 2003, ils ont exporté plus de café et n'ont touché que moins de la moitié en revenus, soit 5,5 milliards de dollars. Parallèlement, indique le Rapport, « l'économie du café » dans les pays riches est en pleine expansion, avec des ventes au détail qui atteignent aujourd'hui 80 milliards de dollars par an, contre 30 milliards de dollars en 1990. Des prix de gros faibles et des prix de vente au détail élevés ont considérablement augmenté les bénéfices des six plus grands torréfacteurs du monde qui représentent 50 % du commerce mondial.



« Aujourd'hui, sur chaque dollar de café Arabica de Tanzanie vendu au détail aux États-Unis, l'agriculteur gagne aujourd'hui moins d'un cent », affirment les auteurs. En Éthiopie, ajoutent-ils, les exportations ont augmenté de deux tiers depuis le milieu des années 90 mais les revenus ont fortement diminué. En conséquence, le revenu des ménages producteurs de café s'est effondré. Avec une baisse des prix de 1 dollar le kilo en 1998 à 0,30 dollar le kilo aujourd'hui, le Rapport estime que la baisse moyenne des revenus des ménages s'élevait à 200 dollars par an en Éthiopie—une perte considérable pour un pays où plus d'un tiers de la population vit avec moins d'un dollar par jour—et qui se traduit par une perte de revenu national de 400 millions de dollars, soit la moitié du montant de l'aide extérieure attribuée.

S'assurer que Doha est bien un programme de développement

« Renforcer les liens entre le commerce et le développement humain nécessitera des actions sur plusieurs fronts », concluent les auteurs. « La priorité immédiate est de considérer les politiques commerciales comme partie intégrante du plan national de réduction de la pauvreté. Les négociations de Doha, et l'OMC elle-même, représentent les acteurs clés de ce processus ». La prochaine réunion ministérielle de l'OMC en décembre 2005 sera une « opportunité vitale », ont-ils déclaré.

Le Rapport suggère l'adoption de plusieurs mesures pour donner suite aux négociations de Doha :

- **Forte réduction de l'aide de l'État à l'agriculture et interdiction des subventions à l'exportation.** Le soutien agricole, tel que calculé par les évaluations du soutien aux producteurs de l'OCDE, devrait être réduit à moins de 5-10 % de la valeur de la production, avec l'interdiction immédiate des subventions sur les exportations directes et indirectes.
- **Réduction importante des barrières douanières aux exportations des pays en développement.** Les pays riches devraient fixer leurs tarifs douaniers maxima à un plafond n'excédant pas le double du niveau moyen de leurs tarifs douaniers.
- **Compensation pour les pays qui perdent leurs privilèges.** Alors que les privilèges industriels nationaux limitent la valeur des profits, leur retrait pourrait causer des niveaux élevés de chômage et une « crise » de la balance des paiements dans certains cas. Un fonds d'ajustement devrait être créé pour réduire les coûts d'ajustement touchant les pays vulnérables.
- **Protéger les politiques en faveur du développement humain.** Il est important que les règles multilatérales n'imposent pas des obligations de libéraliser les importations, ou de limiter les politiques publiques visant à réduire la pauvreté, qui seraient contraires aux stratégies nationales de réduction de la pauvreté. À moins que les pays riches ne réforment leurs politiques commerciales, les pays en développement seront obligés de protéger leur produits agricoles contre la concurrence déloyale des exportations subventionnées dans les pays riches.

* * * *

A PROPOS DE CE RAPPORT : Chaque année depuis 1990, le PNUD demande à une équipe d'experts indépendants de faire un Rapport mondial sur le développement humain en étudiant les principales questions problématiques dans le monde. Un réseau mondial de grands conseillers universitaires, gouvernementaux, et de la société civile apporte informations, idées et pratiques permettant de contribuer à l'analyse et aux propositions publiées dans ce Rapport. Le concept du développement humain va bien au-delà du revenu par habitant, du développement des ressources humaines et des besoins primordiaux pour évaluer les progrès de l'homme, il intègre aussi des facteurs tels que la liberté, la dignité, l'action -le rôle des hommes dans leur développement. Le *Rapport mondial sur le développement humain 2005* affirme que le développement est finalement « un processus pour que chacun soit libre d'être ce qu'il souhaite », et pas uniquement une manière d'élever les revenus nationaux.

Le *Rapport mondial du développement humain 2005* est publié en français par ECONOMICA.

CONCERNANT LE PNUD : Le PNUD est le réseau de développement mondial des Nations Unies, luttant pour l'évolution et apportant aux pays savoir, expérience et ressources destinées à aider les peuples à se construire une vie meilleure. Nous travaillons sur le terrain dans 166 pays, avec eux, sur leurs propres solutions aux défis mondiaux et nationaux du développement. En développant leurs capacités locales, ils font appel aux équipes du PNUD et à notre vaste panel de partenaires. Pour de plus amples informations sur le PNUD :

<http://www.undp.org>